

M. L. P. S.

Mouvement pour la Liberté de la Protection Sociale
165, rue de Rennes 75006 PARIS

Communiqué du 18 avril 2005

Au Grand Jury RTL-Le Monde-LCI, Jean-Marie Le Pen annonce la fin du monopole de la Sécurité sociale

Le MLPS a pris connaissance avec satisfaction des déclarations de M. Jean-Marie Le Pen au Grand Jury RTL-Le Monde-LCI du 17 avril 2005.

Au cours de cette émission, le président du Front national a annoncé par deux fois la fin du monopole de la Sécurité sociale.

Evoquant l'émission télévisée du 14 avril 2005 du président de la République, M. Le Pen a déclaré : « Ce qui m'a choqué, ce sont les mensonges de Chirac. Il a dit : " La Sécurité sociale reste de compétence nationale. " C'est totalement faux, elle est ouverte à la concurrence depuis 1992. »

Répondant ensuite à Pierre-Luc Séguillon qui affirmait que « Bruxelles ne nous oblige pas à privatiser les services publics », le président du Front national a indiqué : « Ceux qui sont déjà soumis à la concurrence, c'est la Sécurité sociale, mais çà les Français ne le savent pas encore. Le jour où on va s'apercevoir qu'on peut s'assurer non plus à la Sécurité sociale mais dans une compagnie d'assurance qui vous donnera plus de prestations pour moins de cotisations, eh bien il ne restera comme cotisants à la Sécurité sociale que les immigrants et les pauvres, et là ça s'effondrera. »

Le MLPS déplore que les déclarations parfaitement exactes de M. Jean-Marie Le Pen n'aient pas donné lieu à la moindre demande de précisions de la part des journalistes qui l'interrogeaient. Bien au contraire, ceux-ci se sont empressés de changer de sujet, comme si celui de la fin du monopole de la Sécurité sociale faisait l'objet d'un interdit sur les chaînes françaises de télévision et de radiodiffusion.

Il n'en est pas moins réconfortant de constater que le président d'un parti représenté au Parlement européen et qui a recueilli plusieurs millions de voix aux élections nationales ait jugé de son devoir d'informer les Français d'une réforme capitale pour la vie économique et sociale du pays mais que le gouvernement et tous les autres partis politiques veulent à tout prix continuer à garder secrète.